

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 6-7

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enquête à Berlin : les Allemandes en mouvement

*Chute du mur de Berlin
en novembre dernier,
élections libres en RDA,
réunification prochaine
des deux Allemagnes :
et les femmes
dans tout ça ?
Voyage au pays des
féminismes allemands.*

Au moment même où, le 29 avril dernier, Appenzell Rhodes Intérieures refusait une fois de plus les droits civiques aux femmes, le premier congrès « Ost-West Frauen » se tenait à la Dynamo Sporthalle de Berlin-Est. Événement symbolique pour qui-conque s'interroge sur les conséquences

des bouleversements actuels sur la situation des femmes de l'Est et de l'Ouest.

Les femmes de l'Est sont-elles parties prenantes au processus de démocratisation, s'organisent-elles afin de faire entendre leur point de vue ? Les mouvements féministes de l'Est et de l'Ouest profiteront-ils des changements historiques en cours pour mettre en commun leurs forces et leurs expériences ? La fin du millénaire verra-t-elle l'émergence d'un nouveau courant féministe venu d'Allemagne ?

Pour tenter de répondre à ces questions, j'ai rencontré sur place les actrices du débat. Un débat dont l'intérêt est d'être en prise directe avec les événements qui se déroulent là-bas, mais qui devrait aussi stimuler la réflexion en Suisse.

Ce n'est pas par hasard qu'une féministe suisse se rend à Berlin. Le féminisme nous cantonne ici dans une marginalité souvent épaisse. Rencontrer les mouvements féministes forts – même s'ils restent marginaux – des deux Allemagnes nous encourage. Pour qui se désespère des pesanteurs

d'une Suisse traditionnelle, Berlin-Ouest reste une des scènes privilégiées des modes de vie alternatifs. Et quant à l'Est, où l'on évoque les noms d'Alexandra Kollontaï, de Rosa Luxembourg ou de Clara Zetkin, cet Est que l'on amalgame aujourd'hui de façon réductrice au tiers monde, ne peut-on y découvrir, malgré les excès du système communiste, les traces de cette société que l'on voulait meilleure ?

Certes, à y regarder de près, on ne trouve pas plus à Berlin qu'ailleurs l'« eldorada » rêvée, la planète des femmes en liberté, et mon enquête m'a permis de mesurer, notamment, les difficultés d'une alliance entre les mouvements de l'Est et de l'Ouest. On peut espérer néanmoins qu'un congrès comme celui du 29 avril donne le signal d'une nouvelle mobilisation.

Saurons-nous, en Suisse, profiter activement du vent qui vient d'Allemagne pour secouer le cocotier ?

Tania Buri

Tania Buri est membre du groupe de jeunes féministes lausannoises « Arsenic et huit d'entre elles ».





Berlin-Ouest: des féministes au pouvoir

*A Berlin-Ouest,
le Parti alternatif - éco-
logiste et féministe -
partage le pouvoir
avec le SPD.
Rencontre avec une
de ses responsables.*

L'enjeu du mouvement féministe est, jusqu'à un certain point, la prise du pouvoir, ou du moins son partage.

J'ai voulu rencontrer une des femmes qui, passant des utopies aux actes, ont participé à la création de ce parti typiquement berlinois qu'est le Parti alternatif.

Le Parti alternatif est affilié aux Verts allemands. Il fut créé au début des années huitante, mêlant intimement le mouvement écologiste, la cause des femmes et la revendication d'une autre voie pour nos sociétés de consommation. En 1989, l'AL est au pouvoir à Berlin-Ouest dans une coalition avec le SPD. Ce parti respecte dans sa

structure les quotas fixés à 50% pour chaque sexe. Cependant, ce printemps, deux femmes de l'AL ont claqué la porte du Parlement. Ainsi Hilde Schramm, vice-présidente du Parlement, déçue par une lutte institutionnelle peu efficace, a préféré reprendre des voies plus marginales de combat.

FS – L. Haase, vous êtes sociologue et responsable du secteur féministe au sein de l'AL. Comment considérez-vous rétrospectivement le féminisme radical des années septante ?

L.H. – Le temps du pouvoir, c'est le temps des désillusions. Je regrette la spontanéité et le radicalisme des années septante. Nous descendions dans la rue, nous luttions à l'université pour y introduire des cours développant la prise de conscience féministe.

Actuellement, on s'épuise dans des luttes de pouvoir tant au sein du parti qu'au sein de la coalition avec le SPD.

FS – Vous respectez les quotas au sein de l'AL, quel bilan tirez-vous de cette expérience ?

L.H. – La règle des quotas est respectée, pourtant depuis l'entrée de l'AL au pouvoir, ses structures internes tendent à s'ali-

gner sur celles des autres partis. De plus, je déplore qu'il n'y ait qu'un secteur féministe au sein de l'AL, je voudrais que le point de vue féministe soit introduit dans chaque thématique de l'AL.

FS – Le 18 mars dernier, l'Allemagne de l'Est a voté CDU, la réunification n'est maintenant qu'une question de mois, quelle est votre prise de position en ce qui concerne ces événements ?

L.H. – Nous étions opposées, comme la gauche en général, à la réunification. Maintenant, nous préférons participer au processus afin d'y imprimer nos orientations.

Je suis pessimiste, car la gauche n'est pas à la hauteur des événements; de plus, le mot «socialisme» a tellement été galvaudé qu'il devient difficile de l'employer. Personnellement, si rien ne se passe d'ici deux ou trois ans, je pense que le socialisme et le féminisme mourront.

FS – Mais ne pensez-vous pas qu'une alliance avec les féministes est-allemandes sera l'occasion d'une nouvelle vague de féminisme, autour de la question de l'avortement, notamment ? (l'article 218 ouest-allemand permet de condamner une femme, même si elle avorte dans les trois premiers

mois, alors que l'article 153 est-allemand ne condamne aucune femme qui avorterait durant cette même période, ndlr).

L.H. – Ce n'est pas aussi simple que cela, car il ne faut pas oublier que nous avons une histoire différente. Il faut pour l'instant qu'elles s'organisent. Ce n'est pas toujours facile de jouer les grandes sœurs de l'Ouest. Mais nous tissons des liens...

Malgré le désenchantement de L. Haase, Berlin-Ouest reste une scène féministe digne de ce nom, où l'on rencontre des politiciennes, des intellectuelles, des créatrices.

Il n'en demeure pas moins que la situation générale des femmes connaît ici comme partout ailleurs le reflux d'une période que l'on peut qualifier de réactionnaire. Le travail et les enfants sont toujours difficilement conciliables.

On tente d'établir cette «bonne vieille égalité» à l'aide des règles de quotas dans toutes les sphères de la société, mais rares sont les lieux où ces mesures se sont concrétisées.

Les femmes restent les cibles privilégiées du chômage et de la solitude désargentée dans la vieillesse.

Tania Buri

Visite à la Schokofabrik

Le mouvement féministe des années septante a manifesté, théorisé et promu la conscientisation ; celui des années huitante, lui, se définit par des orientations quelque peu différentes. C'est tout d'abord un féminisme de projets.

Ainsi, je me suis immergée dans les vapeurs du bain turc d'un centre de femmes situé dans le quartier de Kreuzberg. Tout a débuté par l'occupation d'une fabrique de chocolat en 1981. Les féministes squatteuses avaient alors pour projet de rénover ces bâtiments pour en faire un lieu qui répondrait spécifiquement aux besoins des femmes dans leur vie quotidienne.

Elles ont aménagé ce centre, dans lequel on trouve aujourd'hui des appartements communautaires, des garderies, des ateliers où l'on apprend à réparer son vélo ou à installer l'électricité. Il y a aussi ce bistrot ouvert à toutes.

Pour un projet d'une telle ampleur, il fallait de l'argent : c'est grâce au concours de la ville que cette utopie a pris corps. Et, comme l'a expliqué une des femmes qui travaillent là, «cela n'a pas été sans mal, car pour tout mouvement d'abord autonome, utiliser l'argent de la Ville ou de l'Etat signifie le passage à une institutionnalisation toujours sujette à débat».

RDA : sans les femmes, pas de démocratie

Pour les féministes est-allemandes, préserver des acquis fortement teintés de paternalisme et de natalisme ne suffit pas.

der Bundesregierung über den Runden Tisch ziehen!!!

Ina Merkel

Alle Frauen sind schön!



Unabhängiger Frauenverband

Alle Frauen sind stark!



Unabhängiger Frauenverband

En Allemagne de l'Est, 90% des femmes travaillent, 90% des femmes ont des enfants. Ce n'est pas un hasard dans un pays qui, au sortir de la guerre, a besoin de la main-d'œuvre féminine pour reconstruire son économie. Pour atteindre ce but, des décrets sont promulgués en matière d'éducation et d'emploi : égalité des salaires, adoption du système des quotas dans les milieux professionnels, congé maternité payé. Des infrastructures telles que des crèches, des maternelles, des cantines sont également mises en place.

C'est pour parer à la baisse de natalité qu'Honecker instaure la «Muttipolitik» dans les années septante (lire également ci-après l'interview de Jacqueline Heinen). Le congé maternité passe de 11 à 26 semaines. On crée le «Babyjahr», qui est un congé maternel d'un an. Le temps de travail est réduit pour les femmes ayant plus de deux enfants. Elles bénéficient aussi d'un jour de congé par mois pour le travail domestique. Au pays du socialisme réel, on s'enorgueillit d'avoir réalisé l'égalité entre femmes et hommes.

Pourtant, des groupes féministes, sous le couvert de l'Eglise luthérienne, haut lieu de la résistance en RDA, commencent de se rassembler dès les années septante. Il faut se souvenir qu'aucune expression publique ne leur était permise. Et c'est en réaction à la loi de 1982, loi prévoyant l'enrôlement des femmes dans l'armée en cas de conflit, qu'une mobilisation plus importante vit le jour.

Dès l'été 1989, les événements s'accélèrent à l'Est; alors que des milliers d'Allemands de l'Est fuient à l'Ouest, l'opposition commence de s'organiser sur place. Dans toutes les grandes villes, on manifeste à partir du mois d'octobre aux cris de «Demokratie, jetzt oder nie». Les femmes y étaient...

Au numéro 165 de la Friederich Strasse, dans la «Maison de la démocratie», j'ai rencontré Petra Wunderlich et Katerine Bastian, du mouvement Unabhängiger Frauen Verband. Les mégots de cigarettes dans les cendriers ainsi que les cernes sous les yeux de mes interlocutrices étaient là comme pour attester de l'effervescence de ces derniers mois.

FS – Dans quel esprit avez-vous participé à la «révolution d'octobre»?

P.W. – Nous étions là pour attester de notre volonté de prendre une part active aux changements de notre société. De plus, il nous a semblé primordial de nous constituer en mouvement afin de pouvoir influer sur l'évolution de notre pays et de ne pas être une fois de plus «les laissées pour compte de l'Histoire».

FS – Comment les choses se sont-elles déroulées?

P.W. – C'est avec la création de Lilo Offensive en octobre que tout a commencé. Mais il faut signaler d'emblée que d'autres groupes de femmes se sont créés un peu partout. Et c'est pour mettre nos forces en commun que Lilo Offensive invita toutes ces femmes à la Volksbühne de Berlin-Est le 3 décembre dernier.

A notre grande surprise, nous nous sommes retrouvées près de 1200 femmes. Nous avons créé ainsi cette Fédération autonome des femmes (UFV). Nous avons rapidement établi les lignes principales de notre programme et nous avons surtout décidé de participer aux travaux de la table ronde chargée d'établir par des propositions la nouvelle politique de la RDA. Sans parler du choix de nous présenter aux élections du mois de mars dernier.

FS – Mais si l'on admet la situation privilégiée des femmes dans votre société, qu'est-ce qui justifie un regroupement féministe?

K.B. – Je pense que vous jugez de façon superficielle notre situation. Le SED pense avoir résolu la question femme en les faisant participer au système de production. Mais il ne faut pas se leurrer, 75% des femmes qui travaillent sont cantonnées dans des secteurs dits féminins, donc moins bien rémunérés que les travaux dits masculins. Seulement 20% se trouvent dans des postes de direction.

Nous bénéficions effectivement d'une infrastructure qui rend compatible le travail et la procréation. Mais cette politique qui considère la femme comme «mère de famille active» ne fait que conforter les stéréotypes sexuels et désigne la femme comme seule responsable de la sphère privée. Cela a pour conséquence la déresponsabilisation de l'homme quant aux partages des tâches domestiques et parentales. Le paragraphe 153 nous permet l'avortement, mais avec l'unification prochaine, pour combien de temps encore?

FS – Peut-on dire que ce sont les événements actuels qui justifient tout particulièrement votre regroupement?

K.B. – Bien sûr, car bien que nous dénoncions les imperfections de la politique de la RDA à notre égard, nous sommes conscientes qu'avec l'arrivée de la droite au pouvoir, il va s'agir dans un premier temps de conserver les acquis.

Le problème de l'avortement est symptomatique: nous craignons que l'Ouest ne puisse nous imposer ses vues à ce sujet-là. Mais au-delà de cet aspect défensif, nous avons pour exigence de participer en tant



que femmes au processus de démocratisation de la RDA. Nous nous sommes présentées aux élections du 18 mars 1989 parce que la problématique féministe ne se trouvait pas dans la plupart des programmes des autres partis.

De plus, nous considérons que la restructuration d'un pays sans la participation des femmes n'est tout simplement pas démocratique.

La rapide politisation de nombreuses femmes est d'ailleurs un signe à cet égard.

FS – Quels sont vos projets immédiats, vos revendications?

P.W. – Nous proposons à la table ronde l'instauration d'un ministère de l'égalité pour le prochain gouvernement. Il sera chargé de contrôler l'impact de toutes les lois sur la situation de la femme, quel que soit le secteur dans lequel elles sont édictées. Il devra bien sûr promouvoir l'égalité dans tous les secteurs de la société.

De façon plus générale, nous proposons un projet de société qui prend en compte tous les aspects de celle-ci, car se dire féministe ne veut pas dire s'occuper seulement de la problématique femme. Il est également temps que l'on comprenne que les problèmes dits «de femmes» sont ceux de la société tout entière.

FS – Pouvez-vous préciser quelques-unes de vos revendications?

P.W. – Nous voulons une économie de marché qui soit contrôlée démocratiquement afin que ses conséquences sociales et écologiques soient supportables. Nous ne voulons pas que les changements de la structure économique se fassent sur le dos des femmes.

Sur le plan politique, les quotas doivent être introduits afin que les femmes puissent défendre leurs intérêts. **Tania Buri** ►

Est-Ouest: deux histoires, un avenir

Les femmes du Parti alternatif de Berlin-Ouest ont travaillé avec celles de l'UFV pour préparer les élections du 18 mars. J'ai demandé à Vera Vordenbaumen, responsable des relations Ouest-Est de ce parti pour la question des femmes, de me raconter comment cela s'est fait.

V.V. – Dès le mois d'octobre, nous avons installé à Berlin-Est un bureau de solidarité. Nous avons surtout amené une aide matérielle toute simple; elles avaient besoin de photocopies, de machines à écrire, de lieux où se faire imprimer. Nous leur avons aussi expliqué le fonctionnement des structures de l'Ouest ainsi que la teneur de nos débats féministes.

FS – Ont-elles accepté ce que l'on doit malgré tout appeler une aide?

V.V. – Cela ne s'est pas passé sans tensions, car malgré la rapidité des événements, nous devons les laisser se structurer elles-mêmes. Elles doivent de plus poser leur propre type de réflexion féministe. Nous avons d'ailleurs un certain nombre de divergences théoriques. Notre aide est donc surtout organisationnelle.

FS – Comment se sont déroulées ces élections?

V.V. – Il nous faut un peu entrer dans les détails électoraux. Les UFV se sont alliées avec les Verts est-allemands, parti qui s'est constitué de façon tout à fait indépendante des Verts de l'Ouest. Bündnis 90 (qui comprend Neues Forum, De-

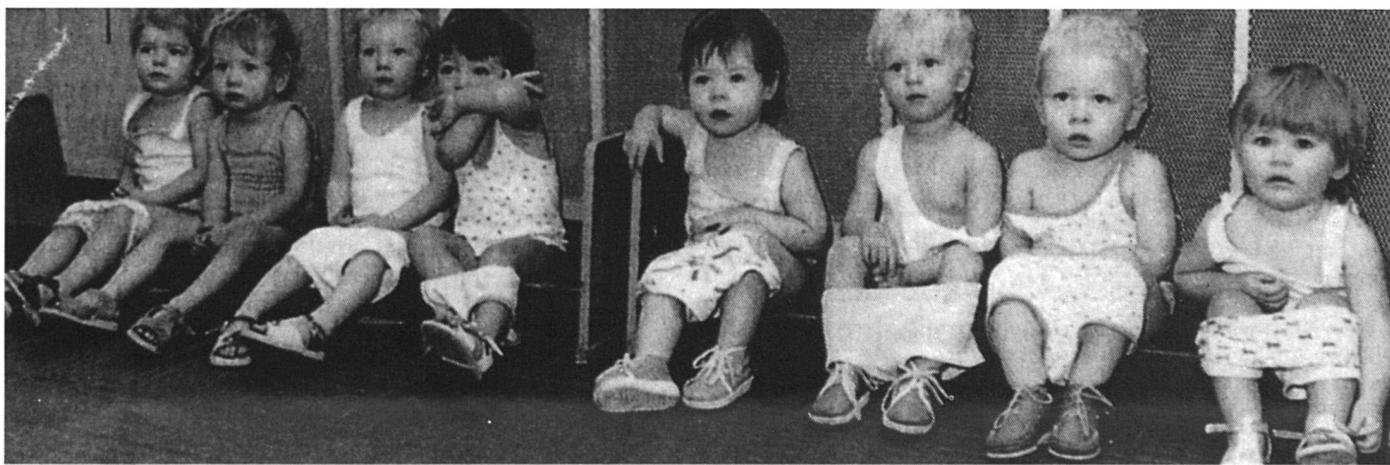
mokratie jetzt...) et les Verts ont formé une fraction pour les élections à la Chambre du peuple (une fraction est un regroupement des forces qui a plus de droits qu'un parti). Cette fraction a obtenu 20 sièges (de 3 à 4%). Il était entendu avec les Verts que les UFV obtiendraient un tiers des sièges contre deux tiers des sièges pour les Verts. Or une fois les élections passées, les Verts ont refusé de respecter leurs engagements. Malgré la protestation des AL et des Verts ouest-allemands, les UFV n'ont pas les sièges auxquels elles avaient droit. Pour les élections communales du 6 mai, elles s'allieront avec un autre parti, les Vereinigte Linke.

FS – Votre travail avec les UFV a d'autres buts, quels sont-ils?

V.V. – Dans la perspective d'une Allemagne prochainement réunifiée, nous avons intérêt à coordonner nos actions. Notre histoire est différente, mais notre avenir est commun. Et si les femmes à l'Est ont beaucoup à perdre, nous avons beaucoup à gagner de leur collaboration. Nous ferons tout notre possible pour que les acquis légaux des femmes de l'Est deviennent le lot de l'Allemagne réunifiée. Dans une perspective plus pessimiste, nous allons aider les femmes de l'Est dans leur lutte pour la préservation des acquis, car avec l'introduction de l'économie libérale, elles risquent d'être les cibles privilégiées des coupes sociales. (tb)

Retour au patriarcat ?

Sociologue, chercheuse au CNRS à Paris et spécialiste des pays de l'Est, Jacqueline Heinen s'est rendue elle aussi récemment à Berlin-Est, où elle a rencontré de nombreuses féministes.



Crèche en RDA: apprendre à faire pipi au bon moment...

FS – Les féministes de RDA souhaitaient l'émergence d'une «troisième force» socialiste, verte et révolutionnaire. Au vu des élections du 18 mars, où plus de 40 % de la classe ouvrière a voté CDU, pensez-vous que les acquis sociaux des femmes sous le régime communiste vont disparaître?

J.H. – Quarante ans de socialisme ne peuvent pas disparaître en un jour, même si les choses bougent à la vitesse grand V. Il faut se rendre compte que la RDA est un pays où l'écrasante majorité des femmes en âge de travailler exercent une activité professionnelle jusqu'à 65 ans, ce qui est une façon d'absorber le chômage, même si le travail n'est pas d'une grande productivité comme à l'Ouest; toutes les femmes ont une insertion sociale découlant de leur insertion professionnelle, la mère de famille est considérée comme une «*werkstattige Mutter*», la mère au foyer n'existe pas.

FS – En effet, la mère au foyer est une figure du capitalisme. Et les enfants?

J.H. – 65 % des enfants de 0 à 3 ans sont dans des crèches et les mères peuvent prendre un «Babyjahr» (congé parental) d'un an avec 90 % du salaire. On a dit que ces crèches allemandes sont «militarisées». J'ai visité des crèches dans la banlieue de Berlin-Est et à Rostock. C'était propre, il y avait de l'espace, de la lumière, des jouets. Les méthodes pédagogiques sont sans

doute, il est vrai, plus «à la prussienne» que chez nous. Il faut, dès le plus jeune âge, apprendre à obéir, à manger, à faire pipi au bon moment... Mais depuis les années huitante, les mères peuvent venir passer des moments avec leurs enfants, ce qui a été un tournant important dans l'évolution des méthodes pédagogiques des crèches. Il y a environ une éducatrice pour six enfants, une pour huit dans les cas de surcharge. Ces éducatrices ont fait trois ans d'études, l'équivalent du niveau du Technicum.

Quant aux jardins d'enfants, 95 % des enfants de 3 à 6 ans les fréquentent. Une éducatrice qualifiée et deux assistantes ayant suivi une formation de deux ans doivent s'occuper d'un nombre maximum de 18 enfants, selon les informations de la directrice de l'Institut für Hygiene des Kindes und des Jugendalters. Ce pourcentage d'enfants pris en charge par l'Etat est un phénomène unique au monde, je crois.

FS – Que pensez-vous du vote du 18 mars?

J.H. – Les féministes, les Verts, la gauche ont été stupéfaits de leur échec. Maintenant, c'est un passage à vide.

FS – Mais qui a gagné ces élections? Le capitalisme, la société de consommation, le patriarcat?

J.H. – Ce n'est pas si simple. Les Allemands de l'Est voulaient sortir très vite du

communisme, sans passer par une étape de «perestroïka» plus ou moins réussie. Ils voulaient l'unification, mais ne souhaitaient pas être «avalés» par l'Ouest. Maintenant, ils se demandent à quelle sauce ils seront mangés.

Je ne crois en tout cas pas que voter CDU ait signifié voter pour le patriarcat et pour un retour à la femme au foyer.

Depuis longtemps le patriarcat a été dénoncé en RDA, à travers les livres de Christa Wolf et surtout de Maxie Wanda (*Guten Morgen Du Schöne* – Au revoir ma jolie, réédité en 1985), ou encore à travers le recueil d'entretiens avec les hommes de Christine Müller, *James Dean lernt kochen – Männer in der DDR – Protokolle*, de 1986.

Ces livres à grand succès ont dépeint l'aspiration des femmes à l'indépendance, leur situation conflictuelle avec les hommes.

Quant à dire que les Allemands de l'Est auraient choisi la société de consommation, c'est un peu court. Ils vivent dans un monde qui est très difficile à comprendre pour nous.

FS – Mais enfin, si la liberté a pris le dessus, de quelle liberté s'agit-il? Et pour quelles femmes?

J.H. – C'est ce que l'avenir nous dira.

Propos recueillis par
Jacqueline Berenstein-Wavre